17 DEC. 2002

1470

TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE
Société Anonyme au capital de 3.040.000 Euros
Siège social : 9 Chaussée Jules César - Osny - 95526 CERGY PONTOISE
RCS Pontoise B 354 088 544

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 16 OCTOBRE 2002

COPIE CERTIFIEE CONFORME
A L'ORIGINAL

L'an deux mille deux,
et le 16 octobre,
à 14 heures,

Les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social de la Société, sur convocation du Conseil d'administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Mérafina en sa qualité de Président Directeur Général.

Madame Josette Mérafina et Monsieur Wilfried Mérafina, actionnaires acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Bonnafont, Directeur Administratif et Financier, est désigné comme secrétaire.

Monsieur Alain Fauquet, commissaire aux comptes titulaire régulièrement convoqué à la réunion, est absent et excusé.

La cabinet d'audit Ernst & Young, commissaire aux comptes titulaire régulièrement convoqué à la réunion, est absent et excusé.

La feuille de présence, arrêtée et certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus du tiers des actions émises en représentation du capital social.

L'assemblée peut ainsi valablement délibérer en assemblée générale extraordinaire, et est déclarée régulièrement constituée.

Le Président rappelle que la présente assemblée a été convoquée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. lecture des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires à la scission, aux apports et à la transformation ;

2. approbation d'un projet d'apport partiel d'actif d'une branche d'activité (regroupant les agences de Claix et Martigues) au profit de la société SUD INTERIM SARL ;

3. approbation d'un projet d'apport partiel d'actif d'une branche d'activité (regroupant l'agence de Reims) au profit de la société Triangle Champagne (anciennement dénommée EPI SARL) ;

4. approbation d'un projet d'apport partiel d'actif d'une branche d'activité (regroupant les agences de Draguignan, Nice et Saint-Raphaël) au profit de la société IGI SARL ;

5. approbation expresse des prélèvements sur les primes d'apport ;

6. approbation de la transformation de la Société en société par action simplifiée ;
   - adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme ;
   - nomination du Président de la Société sous sa nouvelle forme ;
   - fixation de la rémunération du Président ;

7. pouvoirs en vue des formalités.

* *
*

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- une copie des lettres de convocation,
- la feuille de présence,
- les certificats de dépôt au Greffe du Tribunal de Pontoise des projets de traités d'apports partiels d'actifs,
- un exemplaire du journal Le Parisien en date du 30 juillet 2002 portant publication des avis de projets d'apports partiels d'actifs au profit des sociétés Sud Intérim, Triangle Champagne et IGI,
- le rapport du Conseil d'administration,

- le texte des projets de résolutions,
- un exemplaire du projet de traité d'apport partiel d'actif de la Société au profit de la société Sud Intérim SARL,
- un exemplaire du projet de traité d'apport partiel d'actif de la Société au profit de la société Triangle Champagne (anciennement dénommée EPI SARL),
- un exemplaire du projet de traité d'apport partiel d'actif de la Société au profit de la société IGI SARL,
- un exemplaire du projet de statuts de la Société sous forme de société par actions simplifiée,
- les rapports de Monsieur Jean Huet, Commissaire aux apports et à la scission nommé par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise le 24 mai 2002,
- le rapport de Monsieur Alain Fauquet, Commissaire à la transformation nommé par décision unanime des actionnaires en date du 8 juillet 2002.

Le Président fait observer que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et déclare que tous les documents et renseignements devant être communiqués aux actionnaires ont été adressés ou laissés à leur disposition au siège social dans les délais requis. Il déclare que les informations et renseignements nécessaires ont été dûment communiqués aux membres du Comité d'entreprise.

Il déclare qu'à la suite des publications des projets d'apport partiel d'actif, aucune opposition n'a été faite par les créanciers des sociétés concernées.

Le Président déclare que les rapports du Commissaire à la scission ont été déposés auprès des Greffes des Tribunaux compétents dans les délais légaux.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président donne lecture du rapport du Conseil d'administration, des projets de traités d'apport partiel d'actif, des rapports du Commissaire à la scission et aux apports, des projets de statuts de la Société sous forme de société par actions simplifiée et du rapport du Commissaire à la transformation.

Le Président expose que ces traités d'apport partiel d'actif ont été conclus sous les conditions suspensives (i) d'obtention des autorisations administratives nécessaires liées à l'activité de travail temporaire et, en particulier, l'accomplissement des déclarations devant être effectuées auprès de l'Inspection du Travail et (ii) d'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de chacune des sociétés bénéficiaires concernées des projets de traités, les apports ne devenant définitifs qu'au jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'administration et de Monsieur Jean HUET, Commissaire à la scission, reconnaît avoir pris entière connaissance du projet d'apport partiel d'actif et de ses annexes signés avec la société Sud Intérim, société à responsabilité limitée, au capital de 40.000 euros, dont le siège social est fixé au 9 Chaussée Jules César - Osny - 95526 CERGY PONTOISE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro B 388 268 716, aux termes duquel la Société fait apport à la société Sud Intérim, à titre d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions avec effet rétroactivement au 1er janvier 2002, de sa branche d'activité composant le fonds de commerce de services de prestation de personnel temporaire exploité par les agences situées à Claix, 8 Espace Atrium (38640) et à Martigues, 1 avenue Félix Ziem (13500), évaluée à la somme nette de 454.811 euros, moyennant :

- la prise en charge par la société Sud Intérim, bénéficiaire, des éléments de passif énumérés dans le traité d'apport ;
- l'attribution à la Société, de manière conventionnelle, de 5.423 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 16 euros, entièrement libérées, portant jouissance à compter du 1er janvier 2002 créées à titre d'augmentation de capital et émises avec une prime d'apport d'un montant de 368.043 euros.

L'assemblée générale approuve ce traité dans toutes ses dispositions et, en conséquence, sous les conditions stipulées, approuve l'apport partiel d'actif consenti à la société Sud Intérim, son évaluation et sa rémunération telles que définies ci-dessus.

L'assemblée générale approuve spécialement, et en tant que de besoin, les dispositions du traité d'apport sur l'utilisation de la prime d'apport.

Elle donne tous pouvoirs à Monsieur Jean Mérafina, Président Directeur Général, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport par lui, ou par un mandataire par lui désigné, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société Sud Intérim, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour favoriser la transmission des éléments apportés par la Société à la société Sud Intérim,
- de remplir toutes formalités, de faire toutes déclarations auprès des administrations fiscales ainsi que toutes significations et notifications qui s'avéreraient nécessaires,
- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à Monsieur Mérafina, Président du Conseil d'administration pour :

- constater la réalisation de l'apport partiel d'actif par suite, notamment, de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Sud Intérim, bénéficiaire de l'apport du projet d'apport ;

- conformément aux dispositions de l'article 265 du décret du 23 mars 1967, signer la déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article L 236-6 alinéa 2 du Code de Commerce ;

- s'assurer que toutes les formalités consécutives à l'apport partiel d'actif ont bien été accomplies par la société Sud Intérim.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'administration et de Monsieur Jean HUET, Commissaire à la scission, reconnaît avoir pris entière connaissance du projet d'apport partiel d'actif et de ses annexes signés avec la société Triangle Champagne (anciennement dénommée EPI), société à responsabilité limitée au capital de 480.000 euros, dont le siège social est sis 9 Chaussée Jules César - Osny - 95526 CERGY PONTOISE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro B 311 158 620, aux termes duquel la Société fait apport à la société Triangle Champagne, à titre d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions avec effet rétroactivement au 1er janvier 2002, de sa branche d'activité composant le fonds de commerce de services de prestation de personnel temporaire exploité par l'agence située à Reims, 61 rue Cérès (51100), évaluée à la somme nette de 28.221 euros, moyennant :

- la prise en charge par la société Triangle Champagne, bénéficiaire, des éléments de passif énumérés dans le traité d'apport ;

- l'attribution à la Société, de manière conventionnelle, de 1.726 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 16 euros, entièrement libérées, portant jouissance à compter du 1er janvier 2002, créées à titre d'augmentation de capital de la société Triangle Champagne et émises avec une prime d'apport d'un montant de 605 euros.

L'assemblée générale approuve ce traité dans toutes ses dispositions et, en conséquence, sous les conditions stipulées, approuve l'apport partiel d'actif consenti à la société Triangle Champagne, son évaluation et sa rémunération telles que définies ci-dessus.

L'assemblée générale approuve spécialement, et en tant que de besoin, les dispositions du traité d'apport sur l'utilisation de la prime d'apport.

Elle donne tous pouvoirs à Monsieur Jean Mérafina, Président Directeur Général, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport par lui, ou par un mandataire par lui désigné, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société Triangle Champagne, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour favoriser la transmission des éléments apportés par la Société à la société Triangle Champagne,

- de remplir toutes formalités, de faire toutes déclarations auprès des administrations fiscales ainsi que toutes significations et notifications qui s'avéreraient nécessaires,

- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à Monsieur Mérafina, Président du Conseil d'administration pour :

- constater la réalisation de l'apport partiel d'actif par suite, notamment, de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Triangle Champagne, bénéficiaire de l'apport, du projet d'apport ;

- conformément aux dispositions de l'article 265 du décret du 23 mars 1967, signer la déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article L 236-6 alinéa 2 du Code de Commerce ;

- s'assurer que toutes les formalités consécutives à l'apport partiel d'actif ont bien été accomplies par la société Triangle Champagne, bénéficiaire des apports ;

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'administration et de Monsieur Jean HUET, Commissaire à la scission, reconnaît avoir pris entière connaissance du projet d'apport partiel d'actif et de ses annexes signés avec la société Intérim Gestion Intégrée IGI, société à responsabilité limitée au capital de 80.000 euros, dont le siège social est fixé 9 Chaussée Jules César - Osny - 95526 CERGY PONTOISE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro B 400 996 849, aux termes duquel la Société fait apport à la société IGI, à titre d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions avec effet rétroactivement au 1er janvier 2002, de sa branche d'activité composant le fonds de commerce de services de prestation de personnel temporaire exploité par les agences situées à Draguignan, 315 rue Jean Aicard (83300), à Nice, 120 avenue de la Californie (06200) et à Saint Raphaël, 162 avenue du Général Leclerc (83700) évaluée à la somme nette de 691.551 euros, moyennant :

- la prise en charge par la société IGI, bénéficiaire, des éléments de passif énumérés dans le traité d'apport ;
- l'attribution à la Société, de manière conventionnelle, de 4.083 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 160 euros, entièrement libérées, portant jouissance à compter du 1er janvier 2002, créées à titre d'augmentation de capital de la société IGI et émises avec une prime d'apport d'un montant de 38.271 euros.

L'assemblée générale approuve ce traité dans toutes ses dispositions et, en conséquence, sous les conditions stipulées, approuve l'apport partiel d'actif consenti à la société IGI, son évaluation et sa rémunération telles que définies ci-dessus.

L'assemblée générale approuve spécialement, et en tant que de besoin, les dispositions du traité d'apport sur l'utilisation de la prime d'apport.

Elle donne tous pouvoirs à Monsieur Jean Mérafina, Président Directeur Général, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport par lui, ou par un mandataire par lui désigné, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société IGI, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour favoriser la transmission des éléments apportés par la Société à la société IGI,

- de remplir toutes formalités, de faire toutes déclarations auprès des administrations fiscales ainsi que toutes significations et notifications qui s'avéreraient nécessaires,

- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à Monsieur Mérafina, Président du Conseil d'administration pour :

- constater la réalisation de l'apport partiel d'actif par suite, notamment, de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société IGI, bénéficiaire de l'apport, du projet d'apport ;

- conformément aux dispositions de l'article 265 du décret du 23 mars 1967, signer la déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article L 236-6 alinéa 2 du Code de Commerce ;

- s'assurer que toutes les formalités consécutives à l'apport partiel d'actif ont bien été accomplies par la société IGI, bénéficiaire des apports ;

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et de Monsieur Alain Fauquet, Commissaire à la transformation désigné par décision unanime des actionnaires en date du 8 juillet 2002 en ce qui concerne l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers consentis au profit d'actionnaires ou de tiers, conformément aux dispositions de l'article L 224-3 du Code de commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'actionnaires ou de tiers.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport sur la situation de la Société prévu par l'article L 225-244 du Code de commerce, établi par Monsieur Alain Fauquet en sa qualité de Commissaire aux comptes de la Société :

- prend acte de ce qu'il est attesté, aux termes de ce rapport, que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social ;

- constate que le capital social est de 3.040.000 euros, soit au moins égal au minimum requis,

décide de transformer la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée, l'assemblée générale adopte, article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale désigne en qualité de Président de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée, pour une durée non limitée : Monsieur Jean Mérafina, né le 25 octobre 1947 à Mont Saint Martin, demeurant 96 rue du Général de Gaulle, 95620 Parmain.

Le Président est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans les limites de l'objet social.

Dans ses rapports entre associés, le Président agira dans les limites fixées par les statuts de la Société.

Monsieur Jean Mérafina déclare accepter les fonctions de Président de la Société et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide que Monsieur Jean Mérafina, en qualité de Président, percevra une rémunération identique à celle qu'il percevait précédemment en qualité de Président directeur général de la Société conformément aux termes de la décision du conseil d'administration en date du 5 juillet 2001.

En outre, il pourra prétendre, sur présentation de justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confirme Monsieur Alain Fauquet, demeurant 1 bis, Chemin du Buisson Guérin, 78750 Mareil Marly, et le Cabinet Ernst & Young, 34 boulevard Haussmann, 75009 Paris, dans leurs fonctions de Commissaires aux Comptes titulaires pour la durée de leur mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, pour ce qui concerne Monsieur Alain Fauquet, et la 31 décembre 2003, pour ce qui concerne le Cabinet Ernst & Young.

L'assemblée générale confirme Monsieur Bertrand Devys, demeurant 86 avenue de Saint Cloud, 78000 Versailles, et le Cabinet des Auditeurs Réviseurs Commissaires aux Comptes Associés, domicilié 63 boulevard des Invalides, 75007 Paris, dans leurs fonctions de Commissaires aux comptes suppléants pour la durée de leur mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, pour ce qui concerne Monsieur Bertrand Devys, et la 31 décembre 2003, pour ce qui concerne le Cabinet des Auditeurs Réviseurs Commissaires aux Comptes Associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TREIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide que la durée de l'exercice social en cours, qui sera clos le 31 décembre 2002, n'a pas à être modifiée du fait de l'adoption de la forme de la société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées.

Le Conseil d'administration de la Société sous sa forme de société anonyme et Monsieur Alain Fauquet et le Cabinet Ernst & Young, Commissaires aux comptes, présenteront lors de l'assemblée générale des associés qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion lors de l'exécution de son mandat pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de la transformation.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des associés conformément aux nouveaux statuts et aux dispositions légales et réglementaires.

Les comptes de l'exercice en cours seront approuvés par l'assemblée générale selon les règles fixées par les nouveaux statuts.

L'assemblée générale devra statuer également sur le quitus à accorder au Conseil d'administration de la Société sous son ancienne forme.

Le bénéfice dudit exercice sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la Société sous sa nouvelle forme.

Les fonctions des membres du Conseil d'administration prennent fin à compter de ce jour sous réserve des décisions prises ci-dessus relatives à son rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATORZIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de leurs fonctions par le Président et les Commissaires aux Comptes, l'assemblée générale constate que la transformation de la Société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUINZIEME RESOLUTION

L'associée unique confère tout pouvoir au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal tel qu'il a été signé par les membres du bureau.

Monsieur Mérafina
Président

Monsieur Bonnafont
Secrétaire

Monsieur Wilfried Mérafina
Scrutateur

Madame Josette Mérafina
Scrutateur

Enregistré à la RECETTE DIVISIONNAIRE IMPOTS PONTOISE OUEST
Le 06/12/2002 Bordereau n°2002/801 Case n°11
Enregistrement : 75 € Pénalités : 9 €
Timbre : 180 € Pénalités : 10 €
Total liquidé : deux cent soixante-quatorze euros
Montant reçu : deux cent soixante-quatorze euros

Le Contrôleur

Mme Marie-Hélène PHILIPPE
Contrôleur des I...

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Mérafina, né le 25 octobre 1947 à Mont Saint Martin (54), de nationalité Française, demeurant 96, rue du Générale de Gaulle à Parma (95620), agissant en qualité de :

- Gérant de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE (anciennement dénommée SUD INTERIM), SARL au capital de 126.768 euros, dont le siège social est situé 9, Chaussée Jules César – Osny - 95526 Cergy Pontoise, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro B 388 268 716, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 1er décembre 2002,

- Président Directeur Général de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE, société anonyme au capital de 3.040.000 euros dont le siège social est situé 9, Chaussée Jules César – Osny - 95526 Cergy Pontoise, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro B 354 088 544, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 16 octobre 2002,

FAIT LES DECLARATIONS SUIVANTES en application des articles L.236-6 du Code de commerce et 265 du Décret du 23 mars 1967 et es qualités, à l'appui de la demande d'inscription modificative qu'il dépose au Registre du Commerce et des Sociétés :

1. Un projet étant né d'un apport partiel d'actif portant sur plusieurs branches complètes et autonomes d'activité de services de prestation de personnel temporaire de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE au profit de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE, le Conseil d'Administration de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE et le Gérant de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE ont, conformément à l'article 254 du Décret du 23 mars 1967, arrêté entre eux un projet d'apport partiel d'actif contenant les mentions prévues à l'article 254 susvisé, dont notamment, les motifs, buts et conditions de l'apport, la désignation et l'évaluation des éléments d'actif et de passif apportés et la rémunération de l'apport.

2. Ce projet a été signé par Monsieur Mérafina au nom et pour le compte des deux sociétés participantes le 23 juillet 2002.

3. Sur requête du cabinet RICHARDS BUTLER, à la demande et pour le compte des deux sociétés participantes, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, par ordonnance en dates du 24 mai, désignait Monsieur Jean Huet, expert comptable et commissaire aux comptes inscrit, domicilié au 14, place Jeanne d'Arc à Rambouillet (78120), en qualité de commissaire à la scission et aux apports.

4. Le projet d'apport partiel d'actif a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise le 30 juillet 2002.

5. Avis du projet d'apport partiel d'actif a été publié, le 30 juillet 2002, par Le Parisien *Val-d'Oise* pour les deux sociétés.

La publication de ces avis n'a été suivie d'aucune opposition.

6. L'ensemble des documents devant être mis à la disposition des actionnaires et associés au siège des sociétés TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE et TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE l'a été dans les délais légaux.

7. Le rapport du commissaire à la scission établi conformément aux dispositions des articles 236-10 et 236-22 du Code de commerce a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise le

8. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE du 16 octobre 2002 :

- a approuvé le projet de traité d'apport partiel d'actif,
- a conféré à son Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de constater la réalisation définitive de l'apport et accomplir, personnellement ou par tout mandataire qu'il désignerait, toutes les formalités liées à ces opérations.

9. L'Associé unique de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE par décisions du 1er décembre 2002 :

- a approuvé le projet de traité d'apport partiel d'actif,
- a en conséquence décidé d'augmenter le capital de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE d'une somme de 86.768 euros pour le porter à 126.768 euros et a modifié corrélativement les articles 6 et 7 des statuts,
- a conféré à son Gérant les pouvoirs nécessaires à l'effet de constater la réalisation définitive de l'apport et accomplir, personnellement ou par tout mandataire qu'il désignerait, toutes les formalités liées à ces opérations,
- a également décidé du changement de la dénomination sociale SUD INTERIM en TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE et a modifié corrélativement l'article 2 des statuts.

10. Seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise :

- quatre originaux de la présente déclaration,
- deux copies ou extraits certifiés conformes du procès verbal de décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE du 16 octobre 2002,
- deux copies ou extraits certifiés conformes du procès verbal de décisions de l'Associé unique de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE du 1er décembre 2002,
- deux copies certifiées conformes des statuts de la société TRIANGLE MAINTENANCE INDUSTRIELLE.

En conséquence des déclarations qui précèdent, le soussigné, ès qualités, affirme sous sa responsabilité et les peines édictées par la Loi que les opérations d'apport particl d'actif décrites ci-dessus ont été réalisées en conformité avec la Loi et les Règlements.

Fait à Pontoise le 5 décembre 2002

Monsieur Mérafina

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Mérafina, né le 25 octobre 1947 à Mont Saint Martin (54), de nationalité Française, demeurant 96, rue du Générale de Gaulle à Parma (95620), agissant en qualité de :

- Gérant de la société TRIANGLE CHAMPAGNE (anciennement dénommée E.P.I Entreprise de Personnel Intérimaire), SARL au capital de 507.616 euros, dont le siège social est situé 9, Chaussée Jules César – Osny - 95526 Cergy Pontoise, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro B 311 158 620, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 1er décembre 2002,

- Président Directeur Général de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE, société anonyme au capital de 3.040.000 euros dont le siège social est situé 9, Chaussée Jules César – Osny - 95526 Cergy Pontoise, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro B 354 088 544, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 16 octobre 2002,

FAIT LES DECLARATIONS SUIVANTES en application des articles L.236-6 du Code de commerce et 265 du Décret du 23 mars 1967 et es qualités, à l'appui de la demande d'inscription modificative qu'il dépose au Registre du Commerce et des Sociétés :

1. Un projet étant né d'un apport partiel d'actif portant sur une branches complète et autonome d'activité de services de prestation de personnel temporaire de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE au profit de la société TRIANGLE CHAMPAGNE, le Conseil d'Administration de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE et le Gérant de la société TRIANGLE CHAMPAGNE ont, conformément à l'article 254 du Décret du 23 mars 1967, arrêté entre eux un projet d'apport partiel d'actif contenant les mentions prévues à l'article 254 susvisé, dont notamment, les motifs, buts et conditions de l'apport, la désignation et l'évaluation des éléments d'actif et de passif apportés et la rémunération de l'apport.

2. Ce projet a été signé par Monsieur Mérafina au nom et pour le compte des deux sociétés participantes le 23 juillet 2002.

3. Sur requête du cabinet RICHARDS BUTLER, à la demande et pour le compte des deux sociétés participantes, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise, par ordonnance en dates du 24 mai, désignait Monsieur Jean Huet, expert comptable et commissaire aux comptes inscrit, domicilié au 14, place Jeanne d'Arc à Rambouillet (78120), en qualité de commissaire à la scission et aux apports.

4. Le projet d'apport partiel d'actif a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise le 30 juillet 2002.

5. Avis du projet d'apport partiel d'actif a été publié, le 30 juillet 2002, par Le Parisien *Val-d'Oise* pour les deux sociétés.

La publication de ces avis n'a été suivie d'aucune opposition.

6. L'ensemble des documents devant être mis à la disposition des actionnaires et associés au siège des sociétés TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE et TRIANGLE CHAMPAGNE l'a été dans les délais légaux.

7. Le rapport du commissaire à la scission établi conformément aux dispositions des articles 236-10 et 236-22 du Code de commerce a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise le

8. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE du 16 octobre 2002 :

- a approuvé le projet de traité d'apport partiel d'actif,
- a conféré à son Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de constater la réalisation définitive de l'apport et accomplir, personnellement ou par tout mandataire qu'il désignerait, toutes les formalités liées à ces opérations.

9. L'Associé unique de la société TRIANGLE CHAMPAGNE par décisions du 1er décembre 2002 :

- a approuvé le projet de traité d'apport partiel d'actif,
- a en conséquence décidé d'augmenter le capital de la société TRIANGLE CHAMPAGNE d'une somme de 27.616 euros pour le porter à 507.616 euros et a modifié corrélativement les articles 6 et 7 des statuts,
- a conféré à son Gérant les pouvoirs nécessaires à l'effet de constater la réalisation définitive de l'apport et accomplir, personnellement ou par tout mandataire qu'il désignerait, toutes les formalités liées à ces opérations.

10. Seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise :

- quatre originaux de la présente déclaration,
- deux copies ou extraits certifiés conformes du procès verbal de décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE du 16 octobre 2002,
- deux copies ou extraits certifiés conformes du procès verbal de décisions de l'Associé unique de la société TRIANGLE CHAMPAGNE du 1er décembre 2002,
- deux copies certifiées conformes des statuts de la société TRIANGLE CHAMPAGNE.

En conséquence des déclarations qui précèdent, le soussigné, ès qualités, affirme sous sa responsabilité et les peines édictées par la Loi que les opérations d'apport partiel d'actif décrites ci-dessus ont été réalisées en conformité avec la Loi et les Règlements.

Fait à Pontoise le 5 décembre 2002

Monsieur Mérafina

Alain FAUQUET
Expert Comptable Diplomé
Inscrit au Tableau de l'Ordre de Paris-Ile de France
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE

S.A. au capital de 3 040 000 €

Siège Social : 9, Chaussée Jules César
OSNY
95526 CERGY PONTOISE CEDEX

RCS : Pontoise B 354 088 544

RAPPORT SUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE ANONYME TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE (SAS)

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 16 OCTOBRE 2002

1 bis, Chemin du Buisson Guérin 78750 MAREIL MARLY – Tél : 01 39 04 03 40 – Fax : 01 39 04 03 49
MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGRÉÉE. LE REGLEMENT PAR CHEQUE EST ACCEPTÉ

Mesdames, Messieurs,

Par décision du 8 Juillet 2002, les actionnaires de votre Société ont décidé de me nommer comme Commissaire à la transformation.

La Société Triangle Travail Temporaire fait partie d'un groupe d'intérim qui a décidé de se restructurer par zones géographiques.

Le Conseil d'Administration vous propose de transformer en société par actions simplifiée la société anonyme actuelle afin de simplifier les procédures juridiques annuelles.

En effet, le Groupe, du fait de cette restructuration, est constitué de 27 sociétés au lieu de 5 actuelles en dehors de la Holding.

Il a été établi une situation intermédiaire au 30 juin 2002 et a été porté à ma connaissance le compte de résultat au 31 juillet 2002.

La situation au 30 juin 2002 a fait l'objet d'une revue dans le cadre de la certification contractuelle des comptes consolidés à la même date. Ces contrôles n'ont pas fait apparaître d'éléments remettant en cause le résultat présenté qui, en ce qui concerne la société Triangle Travail Temporaire s'èlevait au 30 juin à 1 038 292 €. Les résultats du mois de juillet sont eux aussi positifs.

Les résultats dégagés sur plusieurs années en juin, juillet et août sont positifs et, en conséquence ne peuvent remettre en cause le résultat acquis au 30 juin.

En conclusion, les capitaux propres s'élèvent au :

	31 décembre 2001	***30 juin 2002***
Capital	*3 040 000*	*3 040 000*
Réserve légale	*50 890*	*90 205*
Autres réserves	*193 568*	*593 543*
Résultat 2001	*786 290*	
	4 070 748	*3 728 748*[(1)]
Résultat au 30/06/02		*1 038 292*
		4 767 040

(1) Il est à noter que l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2002 qui a approuvé les comptes 2001 a décidé la distribution d'un dividende de 342 000 € (d'où la variation des capitaux propres, hors résultat intermédiaire, entre le 31 décembre 2001 et le 30 juin 2002.

En conséquence, le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social et rien ne s'oppose à la transformation projetée.

Fait à Mareil Marly, le 8 Octobre 2002.

Le Commissaire aux comptes.

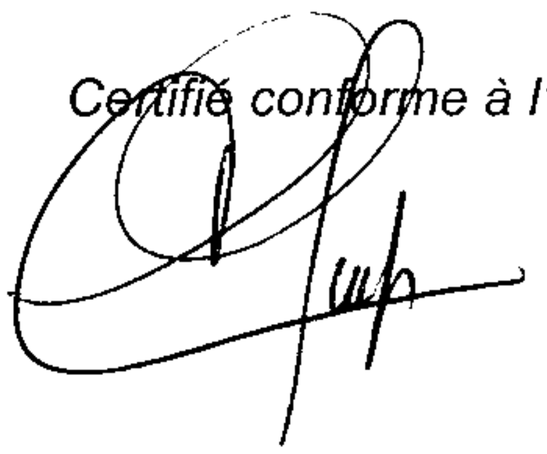


TRIANGLE TRAVAIL TEMPORAIRE
Société par actions simplifiée
Capital social : 3.040.000 euros
RCS Pontoise B 354 088 544
Siège Social : 9, chaussée Jules-César Osny
95526 - Cergy Pontoise

STATUTS

(*Transformation de la Société en société par actions simplifiée*
Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 16 octobre 2002)

Certifié conforme à l'original



ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du titre II du livre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2. DENOMINATION

La dénomination sociale est :

«Triangle Travail Temporaire»

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3. OBJET

La Société a pour objet exclusif la mise à disposition provisoire au profit de tiers utilisateurs, de personnel intérimaire, en fonction d'une qualification convenue qu'elle embauche et rémunère à cet effet.

Ces mises à disposition peuvent être effectuées dans tous les domaines, notamment industriel, commercial et administratif, et dans toutes autres branches d'activité existantes tant en France qu'à l'étranger.

A cette fin la Société peut notamment réaliser toute opération se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'activité exclusive de travail temporaire ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, marque et brevets concernant cette activité ;

- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, dans le respect de l'objet social ;

- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est sis :

9, chaussée Jules-César Osny
95526 - Cergy Pontoise

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

ARTICLE 5. DUREE - ANNEE SOCIALE

1. La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2. L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trois millions quarante mille euros (3.040.000 €). Il est divisé en 19.000 actions d'une seule catégorie de cent soixante euros (160 €) chacune, libérées de la totalité de leur valeur nominale.

ARTICLE 7. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

A. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

   En cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du Président, sera seule compétente pour décider une augmentation de capital.

   Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

   Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

B. Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du Président, sera seule compétente pour décider une réduction de capital.

Elle pourra avoir lieu notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au montant du capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 8. LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération et les appels de fonds ultérieurs se feront conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en comptes "nominatifs purs" ou "nominatifs administrés" tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 11. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné sur ordonnance du Président du Tribunal de commerce à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 12. NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13. COMPTES COURANTS

Outre les apports, l'associé unique ou ies associés dont les actions sont intégralement libérées pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé concerné.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs.

ARTICLE 14. TRANSMISSION DES ACTIONS

14.1 La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

En cas d'associé unique, les cessions d'actions consenties par l'associé unique sont libres.

14.2 Dès lors que la Société comporte deux ou plusieurs associés, les dispositions ci-après relatives au droit de préférence des associés en cas de transmission d'actions s'appliquent de plein droit :

A. La cession d'actions à un tiers, autre que les conjoints, ascendants et descendants, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément préalable de la Société.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire (nom, domicile ou dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une décision collective des associés prise dans les conditions visées à l'article 17-1-B) soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

B. En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit par les actionnaires, soit, avec le consentement du cédant, par la Société qui devra, dans un délai de six mois, les annuler.

A cet effet, le Président avisera les associés par lettre recommandée de la cession projetée dans les cinq jours qui suivront la date de réception de la notification visée au paragraphe A ci-dessus, en invitant chaque associé à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat devront être adressées par les associés au Président par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification du Président.

La répartition entre les associés, candidats acquéreurs des actions offertes, est effectuée par le Président, proportionnellement à leur participation dans le capital social et dans la limite de leurs demandes.

C. Les actions peuvent également être achetées par la Société. A cet effet, le Président doit préalablement requérir l'accord de l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé de réception. L'associé cédant doit faire connaître sa réponse dans les quinze jours suivant la réception de la demande. Le silence de l'associé cédant vaudra acceptation.

En cas d'accord, le Président convoque une assemblée générale extraordinaire des associés, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué au paragraphe D ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés aux paragraphes B et C ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au paragraphe E ci-après.

D. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'associé cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées au paragraphe B ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

E. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des associés, le Président notifie à l'associé cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'un commun accord entre les associés, candidat acquéreur, pris individuellement, et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le Cédant conservant la faculté, dans ce cas, de renoncer à la cession.

Les frais d'expertise sont supportés par les acquéreurs.

F Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues ci-dessus.

La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies ci-dessus.

G. En cas d'attribution d'actions de la Société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ses actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'associé seront soumises à la procédure d'agrément telle que décrite au présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des associés devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la Société, dans les conditions fixées au paragraphe A ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du Président dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément sera réputé acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux associés non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions visées aux paragraphes B et C du présent article 14.2.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai visé au paragraphe D ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

H. Toute cession réalisée en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

ARTICLE 15. DIRECTION DE LA SOCIETE – PRESIDENT

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique salariée ou non, associée ou non de la Société, soit une personne morale associée ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la Société.

A. Nomination du Président

Le Président est nommé par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des associés.

B. Durée du mandat

La durée du mandat du Président est fixée par la décision qui le désigne.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

C. Démission - Révocation

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation ou l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois lequel pourra être réduit par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des associés.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Président personne morale ou du Président personne physique, que son mandat social soit ou non rémunéré, n'ouvrira droit à aucun versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions s'il n'en a été décidé autrement par décision de l'associé unique ou par la collectivité des associés.

D. Rémunération

Outre la rémunération pouvant lui être allouée au titre de l'exercice d'une fonction salariée dans la Société, le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice, au résultat d'exploitation ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

E. Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social.

Par application des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce et comme il sera ci-après relaté, toutes décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital de la Société, de fusion, de scission, de dissolution, de nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices relèvent de la compétence exclusive de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Le Président est autorisé, dans la limite de ses propres pouvoirs, à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs déléguer à toute personne de son choix pour l'accomplissement d'une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Sur la proposition du Président, l'Associé unique, ou la collectivité des associés délibérant à la majorité simple selon le cas, peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, auxquels peut être conféré le titre de Directeur Général et qui pourront engager la Société.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par l'Associé unique, ou la collectivité des associés selon le cas, sur la proposition du Président. En cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'Associé unique, ou la collectivité des associés selon le cas, détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

ARTICLE 16. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En vertu de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le ou les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la consultation annuelle sur les comptes sociaux.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

ARTICLE 17. DECISIONS COLLECTIVES

1. Nature - Majorité

Dans l'hypothèse où la Société ne comprendrait qu'un associé unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la présidence, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle.

Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés.

Tous moyens de télécommunication permettant une identification peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Toutefois, les décisions suivantes ne pourront être prises qu'en assemblée générale :

- approbation annuelle des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions ;
- dissolution.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

A. Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

   Relèvent ainsi exclusivement d'une décision ordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

   - l'approbation annuelle des comptes et l'affectation des bénéfices ;
   - le quitus donné aux dirigeants de la Société ;
   - la nomination des commissaires aux comptes ;
   - la nomination, la révocation et la rémunération des dirigeants de la Société ;

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents et représentés.

B. Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision extraordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social ;
- toute opération de fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions ;
- la dissolution de la Société ;

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents et représentés.

C. Toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés ou mandataires ayant pris part à la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

2. MODALITES

A. Assemblées

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite permettant une identification quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Dès la convocation, le texte du projet des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite permettant une identification.

En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

B. Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour le réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

C. Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite permettant une identification à chacun des associés. Les associés confirment leurs votes en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite permettant une identification.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

ARTICLE 18. DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- En cas de pluralité d'associés, la liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;

- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

ARTICLE 19. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les premiers commissaires aux comptes sont nommés dans les statuts.

En cas de pluralité d'associés, s'il devenait nécessaire de procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes et si la collectivité des associés négligeait de le faire, tout associé pourrait demander au Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes sont indéfiniment rééligibles. Leur renouvellement doit être décidé par l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, la reconduction tacite dans leurs fonctions étant inopérante.

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la Société.

En cas de démission du commissaire titulaire, le commissaire aux comptes suppléant accède de plein droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci mais seulement par décision de justice.

La demande de révocation du commissaire aux comptes doit être présentée devant le Président du Tribunal de commerce qui statue en la forme des référés.

ARTICLE 20. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

En vertu des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, l'associé unique doit approuver les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 21. AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'il ou qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22. PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, 191, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le ou les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 23. REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise exerceront les droits définis par l'article L 432-6 du code du travail exclusivement auprès du Président, qui pourra déléguer ce pouvoir dans la limite des dispositions légales et des stipulations des présents statuts.

ARTICLE 24. TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par l'associé unique ou les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

ARTICLE 25. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La dissolution de la Société en présence d'un associé unique entraîne la transmission universelle du patrimoine à ce dernier, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 précité.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers délibérant collectivement règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

ARTICLE 26. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société, l'associé unique ou les associés concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 27. PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Mis à jour au 16 octobre 2002

à Pontoise en 4 exemplaires